

Des gauches « irréconciliables » ? L'Insoumis Paul Vannier et la socialiste Laurence Rossignol débattent

Alors que le Nouveau Front populaire se fracture sur l'après-Barnier, le député de La France insoumise Paul Vannier et la sénatrice socialiste Laurence Rossignol expliquent leurs divergences.

[Mathieu Dejean](#) et [Pauline Graulle](#)

12 décembre 2024 à 11h51

RencontresRencontres à l'Élysée, recherche de « compromis » avec le pouvoir, présidentielle anticipée... Depuis la chute de Michel Barnier le 5 décembre, le Nouveau Front populaire (NFP) explose, tiraillé entre deux forces qui s'opposent de plus en plus : le Parti socialiste (PS) et La France insoumise (LFI).

Pour Mediapart, la sénatrice socialiste Laurence Rossignol, ex-ministre des droits des femmes, des familles et de l'enfance sous François Hollande, et le député insoumis Paul Vannier exposent leurs désaccords en toute franchise. Si ce dernier accuse le PS d'entrer dans une « *négociation confuse avec le centre-droit* », la première réfute toute « *coalition gouvernementale* » avec les macronistes.

Mediapart : Quel regard portez-vous sur la rencontre qui a eu lieu à l'Élysée avec Emmanuel Macron mardi 10 décembre ?

Laurence Rossignol : Les socialistes et les formations de gauche qui étaient présentes [*outre le PS, Les Écologistes et les communistes – ndlr*] ont demandé à Emmanuel Macron de nommer un premier ministre de gauche. Il semblerait que Macron cherche une voie pour s'extraire de sa dépendance au Rassemblement national (RN). Pour autant, mes collègues ne sont pas ressortis en pensant qu'un premier ministre de gauche serait nommé.

Paul Vannier : Cette réunion est la tentative d'installation d'une grande coalition, réunissant autour des soutiens du président de la République, la droite Les Républicains (LR), des socialistes, des écologistes et des communistes. La base de cette grande coalition serait *a minima* un accord de non-censure et *a maxima* un accord de gouvernement sur la base de ce qu'Olivier Faure a appelé des « *concessions réciproques* ». Tout cela donne le sentiment d'une très grande confusion et d'un spectacle assez pitoyable : le président de la République reçoit en majesté, dans son palais, pendant que la crise s'aggrave.



Laurence Rossignol et Paul Vannier, à Paris en décembre 2024. © Photos Sébastien Calvet / Mediapart

N'y a-t-il pas une différence entre un accord de non-censure comme le souhaite le PS et une « grande coalition » ?

Paul Vannier : Un accord de non-censure avec Gabriel Attal et Laurent Wauquiez reviendrait à laisser faire un gouvernement dont la politique serait contraire aux engagements que nous avons pris pendant la campagne législative. Il y a six mois, des millions d'électrices et d'électeurs se sont mobilisés dans un contexte de participation historique pour soutenir notre programme de rupture.

C'est sur cette base que les députés du NFP, y compris socialistes, ont été élus. Aujourd'hui, ce qui est sur la table de l'Élysée, c'est l'effacement de ce programme. L'accord de non-censure conduirait par exemple mécaniquement à renoncer à l'abrogation de la retraite à 64 ans – les macronistes ont montré il y a peu [leur volonté absolue de ne pas y consentir](#).

Laurence Rossignol : Il faut clarifier les choses. Cet accord de non-censure s'inscrirait dans la perspective d'un premier ministre de gauche, avec pour objectif d'éviter que son gouvernement soit renversé. Mais s'il n'y a pas de premier ministre de gauche, c'est une autre discussion qui s'ouvre. Et, bien entendu, il y a deux hypothèses qui sont absolument exclues et qui ne méritent même pas d'être discutées : la présence de ministres socialistes dans un gouvernement dirigé par un premier ministre de droite, et la question du soutien sans participation. Dans tous les cas, il n'y aura donc pas de coalition gouvernementale entre les socialistes et les macronistes.

À lire aussi

[À défaut d'avoir une majorité, Emmanuel Macron réussit à diviser la gauche](#)
10 décembre 2024

Les socialistes disent vouloir « jouer le jeu du parlementarisme », les Insoumis demandent la démission d'Emmanuel Macron. Qu'est-ce qui vous sépare sur le fond ?

Laurence Rossignol : Je pense qu'on est dans un exercice assez inédit de reparlementarisation. L'expérience consiste à rendre au Parlement sa capacité de trouver des majorités, dans une situation où aucun bloc n'est majoritaire. Est-ce qu'on joue l'expérience ou est-ce qu'on fait ce que demande La France insoumise, qui se place dans la seule perspective de l'élection présidentielle anticipée ?

En ce qui nous concerne, nous sommes hostiles à la verticalité et à la toxicité de l'élection présidentielle sous la V^e République, qui interdit le parlementarisme. Et je suis très étonnée que ceux qui prétendent défendre la VI^e République n'aient qu'un sujet – l'élection présidentielle –, au moment où l'on peut faire bouger la pratique des institutions. C'est très incohérent !

Vous connaissez comme moi le devenir de la gauche dans d'autres pays en Europe lorsqu'elle s'est embarquée dans une négociation confuse avec le centre.

Paul Vannier

Paul Vannier : Ce à quoi nous assistons n'est pas une expérience de VI^e République. C'est un retour au pire de la IV^e République, avec Macron qui organise autour de lui le jeu des partis ! Répondre à sa convocation, c'est nourrir, précisément, la dérive présidentialiste, alors que la Constitution ne prévoit pas qu'il revienne au président de la République de former le gouvernement ou les coalitions au Parlement.

Quant à la reparlementarisation, elle vit à travers la procédure de destitution que nous proposons. Elle permet aux parlementaires de sanctionner les abus de pouvoir d'Emmanuel Macron. Dans la crise de régime que nous traversons, nous considérons en effet que le pouvoir législatif doit prendre ses responsabilités face à un exécutif qui cherche à effacer le résultat des élections.



Laurence Rossignol à Paris en décembre 2024. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Ne craignez-vous pas que les électrices et les électeurs du NFP se détournent de vous, soit parce que vous avez une position vaine sur la démission de Macron, soit parce que vous avez une position illusoire sur votre capacité d'obtenir des compromis de lui ?

Paul Vannier : Les 8 millions de personnes qui se sont mobilisées pour le NFP attendent que nous défendions le programme sur lequel nous avons été élus. On ne peut pas négocier avec quelqu'un qui a fait la démonstration de son incapacité totale à faire des compromis. Macron a tout seul décidé d'une dissolution de l'Assemblée nationale. Il y a eu une victoire du NFP. Il a ensuite tout seul décidé de nommer un premier ministre issu d'une formation politique ayant fait moins de 5 % à la présidentielle.

Ce premier ministre vient d'être censuré et Macron travaille à une nouvelle combinaison. Les Français nous disent de ne surtout pas rentrer là-dedans. Vous connaissez comme moi le devenir de la gauche dans d'autres pays en Europe lorsqu'elle s'est embarquée dans une négociation confuse avec le centre. Regardez du côté de l'Italie, où elle a quasiment disparu...

Laurence Rossignol : Les Français que je croise me disent des choses beaucoup plus variées. Ce qu'ils ont compris, c'est que le NFP n'a pas gagné les élections législatives et qu'il n'a pas le nombre de députés suffisant à l'Assemblée pour faire appliquer son programme. À partir de là, la première question qu'ils se posent n'est pas totalement bourgeoise, de confort ou de conformisme, mais : quelle sera l'équation politique, économique et budgétaire de la France dans les mois qui viennent ? Ils sont inquiets, perplexes, et loin d'être tous favorables à une accélération de la crise politique.

La gauche, quand elle est dans l'opposition, doit établir un rapport de force qui lui permette de limiter les ambitions de ceux qui gouvernent.

Laurence Rossignol

Ils constatent aussi que depuis 2017, la gauche n'a remporté aucune victoire sociale ou politique. Nous n'avons rien empêché de ce que Macron et les macronistes ont voulu faire. Or la gauche, quand elle est dans l'opposition, doit établir un rapport de force qui lui permette de limiter les ambitions de ceux qui gouvernent. Les gens nous disent de tenir bon, mais ils veulent aussi que nous ramenions soit des victoires électorales réelles, soit des victoires sociales.

J'ai peut-être un comportement plus syndical que vous dans la situation actuelle. La politique du pire, c'est celle qu'on a vécue depuis juillet dernier. C'est un gouvernement qui laisse le RN décider de son agenda législatif. Je pense qu'on peut éviter cela par le rapport de force. Et, bien entendu, cette ligne de crête doit être tenue non pas dans le respect absolu du programme du NFP, qui de toute façon ne s'appliquera pas dans les mois qui viennent, mais dans la défense de nos valeurs et de ce qui est bon pour les Français.

Paul Vannier : Je regrette que vous repreniez à votre compte les éléments de langage de la Macronie en affirmant que nous n'avons pas gagné les élections législatives. Nous n'avons pas obtenu une majorité absolue, certes, mais nous sommes arrivés en tête.

Je regrette aussi que vous considériez que la mise en œuvre du programme du NFP serait impossible. Dans l'hypothèse d'un gouvernement du NFP, nous pourrions augmenter le smic et abroger la réforme de la retraite à 64 ans, par décrets notamment. Puis nous mettrions en œuvre le programme par étapes, avec des compromis à l'Assemblée, comme nous le faisons déjà dans le cadre du débat parlementaire.

C'est le chemin qui est possible aujourd'hui, à condition d'abord de revendiquer nos victoires. C'est la raison pour laquelle la condition première d'une discussion aurait dû être le « qui », plutôt que le « quoi ». Pour nous, c'était Lucie Castets, puisque c'était la personne sur laquelle nous nous étions retrouvés. Lucie Castets n'est pas Bernard Cazeneuve. Le « qui » a un contenu politique très fort.

Depuis 2017, avec Jean-Luc Mélenchon, après le désastre du quinquennat Hollande, nous avons reconstruit la gauche en la replaçant sur un axe de rupture. Depuis nous n'avons cessé de progresser sur le plan électoral et sur le terrain idéologique. Le pire serait de décevoir cette aspiration, de tout détruire en ne tenant pas nos engagements, en revenant aux pires travers de la gauche d'avant.



Paul Vannier à Paris en décembre 2024. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Laurence Rossignol : Sur le « qui », on a passé toute la séquence de juillet, après les élections législatives, sur cette question. On a fini par trouver un nom qui faisait à peu près consensus. Mais on ne va pas recommencer. On a échoué, avec le « qui ». Il faut maintenant partir du « quoi ».

S'il y a à l'Assemblée nationale des possibilités de compromis sur des éléments de programme du Nouveau Front populaire, on a un peu plus de chances de les voir aboutir de cette manière. Mais pour autant, rien ne nous dit à cet instant que ça va aboutir. Je ne sais pas aujourd'hui quelle est la capacité de compromis des parlementaires qui sont hors des partis de gauche. Ce que je sais, par contre, c'est que s'ils n'en ont pas, la question sera tranchée : il n'y aura pas de compromis.

Laurence Rossignol, n'aurez-vous pas perdu sur tous les fronts, si Emmanuel Macron ne vous concède rien ? N'aurez-vous pas prêté le flanc au RN, qui aime beaucoup amalgamer tous les partis dans le même « système » ?

Laurence Rossignol : Si l'on obtient qu'il n'y ait pas de nouvelle loi sur l'immigration, qu'il n'y ait pas ce que Bruno Retailleau et Marine Le Pen ont rêvé de faire, c'est-à-dire une mise sous condition de résidence longue des prestations familiales aux étrangers qui vivent en France, je trouve qu'on aura été utiles. On peut aussi, de temps en temps, se demander ce qu'on peut faire de bien pour le pays avant de se demander ce qu'on peut faire de bien pour nous-mêmes.

Paul Vannier, en ne répondant à la crise politique que par une hypothétique présidentielle anticipée, ne manquez-vous pas à l'appel des gens qui ont besoin de changements dès maintenant ?

Paul Vannier : Quand nous parlons de présidentielle anticipée, ce n'est pas par obsession de l'élection présidentielle. C'est parce que c'est la seule solution démocratique à la crise dans laquelle Macron nous a plongés. Il n'y en a pas d'autres car il n'y a pas d'élections législatives anticipées possibles avant le mois de juillet prochain.

Pour sortir de l'impasse, il faut laisser les Français rebattre les cartes, avec leurs bulletins de vote. Et tout peut aller vite. Nous venons d'obtenir une victoire historique en censurant le gouvernement Barnier. Nous pouvons en emporter d'autres à condition d'avoir la volonté de prolonger la dynamique politique que nous avons enclenchée et de préparer les prochaines batailles.

Cette espèce de suspicion permanente à l'égard des socialistes est injustifiée et inacceptable.

Laurence Rossignol

Pour l'instant, la question posée est celle de la censure du prochain gouvernement si le premier ministre n'est pas de gauche. Le PS censurera-t-il une seconde fois ?

Laurence Rossignol : Il faut poser la question au président du groupe socialiste à l'Assemblée, Boris Vallaud, pas à moi. Tout ce que je peux dire, c'est que jusqu'à présent, les socialistes ont fait à l'Assemblée exactement ce qu'ils devaient faire dans l'intérêt du pays, et

dans la fidélité à ceux qui les ont élus. Donc, cette espèce de suspicion permanente à l'égard des socialistes est injustifiée et inacceptable...

Sur la question de la présidentielle anticipée : pourquoi le PS n'est-il pas favorable à laisser s'achever un processus qui, s'il aboutissait, permettrait peut-être à la gauche de retourner plus vite au pouvoir ?

Laurence Rossignol : Aujourd'hui, il y a deux personnalités politiques qui sont favorables à une présidentielle anticipée : Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Moi, je ne suis pas pressée de voir Marine Le Pen présidente de la République. Je pense que le temps qui nous sépare aujourd'hui de 2027 est un temps que nous devons consacrer à construire une alternative de gauche à Marine Le Pen. Et pour le moment, elle n'existe pas.

Pour vous, Mélenchon n'a aucune chance face à Marine Le Pen ?

Laurence Rossignol : Il y a deux sujets. Un, je pense qu'il a peu de chances, voire aucune chance face à Marine Le Pen, c'est en tout cas ce qui apparaît en l'état actuel des sondages. Ensuite, je ne veux pas que Jean-Luc Mélenchon soit président de la République. Pourquoi ? parce que j'ai un désaccord fondamental avec lui sur la question démocratique. Et c'est un désaccord historique.

Pourtant, il veut aussi la VI^e République.

Laurence Rossignol : Oui, mais la question démocratique ne se résout pas dans la question de la VI^e République. C'est une vieille divergence que j'ai avec Jean-Luc Mélenchon, qui est déterminante. Mon histoire est celle du socialisme démocratique. Je viens du trotskisme, c'est-à-dire que je suis contre le totalitarisme. Et j'observe que Mélenchon a depuis toujours un rapport extrêmement différent du mien à la démocratie.

Pour faire simple, il y a ceux qui pensent que la fin justifie les moyens, et ceux qui pensent que les moyens déterminent la fin. Jean-Luc Mélenchon a un rapport distendu et anecdotique à la démocratie. Il n'y a que comme ça qu'on peut comprendre ses positionnements géopolitiques à l'égard [de la Russie](#), [de la Syrie](#), de Chávez et de Maduro.

Paul Vannier : Je pourrais sourire en entendant madame Rossignol, dont la candidate a fait 1,75 % à la dernière élection présidentielle, affirmer que Jean-Luc Mélenchon ne pourrait pas remporter la prochaine présidentielle. Mais le registre qu'elle emploie, celui de la calomnie à son égard, exprime la volonté d'une fracture, d'un retour aux gauches irréconciliables, à la période précédant l'union de la gauche sur le programme de rupture de la Nupes [*Nouvelle Union populaire écologique et sociale* – *ndlr*] puis du NFP. Une union rendue possible par le choix des Insoumis de se tourner, au soir du résultat de la présidentielle, vers les autres forces de la gauche.

Si l'ensemble des 192 députés NFP votent la motion de censure que nous déposerons, le NFP vivra.

Paul Vannier

C'est ce qui a permis l'élection de près de 150 députés en 2022, et il y a six mois, de gagner les élections législatives. Pourtant, il y a maintenant la volonté dans certains secteurs du PS

d'excommunier les Insoumis. C'est d'autant plus irresponsable que nous sommes dans le moment de la confrontation avec l'extrême droite. L'extrême droite est forte dans notre pays et le jeu que vous jouez peut être tragique pour l'histoire de la France. J'espère que le PS reviendra à la raison.

Laurence Rossignol : Cette scission entre deux gauches date du congrès de Tours de 1920, pas de 2015 [*quand Manuel Valls l'a théorisée – ndlr*], et elle est causée, déjà, par des divergences sur le rapport à la démocratie.

À lire aussi

[L'alliance avec la gauche : la solution dont Macron ne veut pas entendre parler](#)

5 décembre 2024

En 2022 et en 2024, des millions de gens qui ne se reconnaissent à 100 % dans aucun des quatre partis de gauche ont pu voter pour des listes communes partout. Ce rassemblement, le NFP, est manifestement en train de disparaître. Ne craignez-vous pas la désespérance et le retrait de la participation politique que vous allez créer ?

Laurence Rossignol : Posez la question à monsieur Vannier puisque c'est LFI qui n'est pas avec les trois autres formations du NFP ! À la prochaine échéance électorale, nous répondrons à votre question.

Paul Vannier : Le NFP doit se poursuivre – et d'ailleurs, tout le monde, au sein du PCF ou des Écologistes, [n'est pas forcément au diapason avec les directions](#) sur ce qui vient de se passer. Le programme et la stratégie du NFP sont toujours là, et nous espérons pouvoir continuer à les défendre avec nos partenaires et surtout avec le soutien des électrices et des électeurs.

Il y aura un moment de vérité. Au lendemain de la nomination du ou de la future première ministre. Comme depuis 2022, nous déposerons alors une motion de censure contre un gouvernement aussi minoritaire et illégitime qu'était celui de M. Barnier. Nous verrons alors qui la signe et qui la vote. Si l'ensemble des 192 députés NFP la votent, le NFP vivra. Si elle n'est pas votée par l'ensemble des députés, alors là, oui, il y aura une question.

Laurence Rossignol : Ce que je sais, c'est qu'il y a, indépendamment du NFP, de la place dans ce pays pour le socialisme démocratique, et que le socialisme démocratique n'est pas incarné par Jean-Luc Mélenchon. C'est la certitude que j'ai aujourd'hui.

[Mathieu Dejean](#) et [Pauline Graulle](#)